

FRANCE

ÉTÉ 2007

Alliance Atlantique

AUX PORTES DE L'AFGHANISTAN, LE DUPELIX, AU SERVICE DE LA TASK FORCE 150

Intégré au sein de la Force maritime multinationale 150 (Task Force 150), dans le cadre de l'opération alliée, « Enduring Freedom », en Afghanistan, le Duplex a participé au cours du mois de mai à des opérations de coopération au large des côtes omanaises et yéménites.

La Frégate anti-sous-marin a ainsi contribué à la mission de la TF 150 : collecter le maximum d'informations sur les mouvements des bâtiments dans la région et mener des opérations de lutte antiterroriste en coopération avec les pays limitrophes. (Source: « Cols Bleus » N°2832)



*Le Duplex au premier plan,
la frégate britannique Sutherland
au second plan*

*Ensemble, les commandants
des bâtiments de la Task Force 150*



N°10

Publication trimestrielle éditée par
l'Association Française pour la Communauté Atlantique

MAIRIE DU XVI^e 71, AVENUE HENRI MARTIN - 75116 PARIS -

Dépôt Légal: Septembre 2005 N°ISSN 1777-1757

PUBLICATION COPARRAINÉE PAR L'OTAN



L'OTAN RÉAFFIRME SON ENGAGEMENT EN AFGHANISTAN

Les ministres de la Défense de 26 pays de l'OTAN et de 11 pays non-membres de l'OTAN soutenant la mission de l'OTAN en Afghanistan ont réaffirmé leur détermination à maintenir leur engagement au cours d'une réunion à Bruxelles le 15 juin.

Cette mission a été le point central du second jour de réunion des ministres de la Défense de l'OTAN, en présence du ministre de la Défense Afghan, Abdul Rahim Wardak, et de représentants des pays hors-OTAN qui contribuent, par leurs troupes à cette mission.

« Avec votre aide et votre soutien, l'Afghanistan a été délivré des cendres de la destruction, de la tyrannie

et de décennies de guerre civile » a dit le Ministre Wardak. « maintenant nous avons l'espoir d'un brillant futur. »

Le besoin de faire plus pour entraîner et équiper l'Armée Nationale Afghane a été souligné et le Secrétaire Général de l'OTAN a déclaré aux reporters que nombre de pays ont été volontaires pour envoyer des équipes additionnelles d'encadrement et de liaison.

Les ministres ont aussi discuté des mesures spécifiques pour réduire les pertes chez les civils à la suite d'opérations de l'OTAN. Ceci implique une stricte application des règles d'engagement, une meilleure coordination avec les forces conduites par les Etats Unis, des investigations appropriées à la suite des incidents aussi bien que des fonds de secours pour les familles et les communautés qui ont été affectées par des actions de l'OTAN.

« Mais je redis à nouveau que la FIAS ne tue pas les gens d'une manière indiscriminée. C'est ce que font les talibans avec leurs voitures piégées, les bombes-suicides, qui font le plus de victimes civiles » a souligné le secrétaire général de l'OTAN. « Nous faisons tout ce qui est possible pour empêcher que cela arrive.. »

Le secrétaire général a aussi insisté sur le besoin de renforcer la coopération civile et militaire pour soutenir la reconstruction de l'Afghanistan .

A la suite de nouvelles pertes civiles qui ont suivi certains raids aériens, le Président Karzaï a haussé le ton à la fin du mois de juin, exigeant que désormais les opérations soient menées en coordination avec le gouvernement afghan .

VISITE À L'OTAN DU PRÉSIDENT POLONAIS

Le Président de la Pologne, M. Lech Kaczynski, est venu au siège de l'OTAN le 6 juin pour des échanges de vue avec le secrétaire général de l'Organisation, M. Jaap de Hoop Scheffer.

LES TROUPES DE L'OTAN CONTRIBUENT À SAUVER LES RÉCOLTES DANS LE SUD DE L' AFGHANISTAN

Les forces de l'OTAN qui conduisent des opérations dans le sud de l'Afghanistan ont contribué à protéger les moyens de subsistance de quelques 5 000 familles en construisant des canaux d'irrigation pour éviter que les récoltes ne souffrent de la sécheresse.

Prochainement
ouverture du site Internet de l'AFCA:
www.franceallianceatlantique.fr

A l'occasion de la session de printemps de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN qui s'est tenue du 25 au 28 mai à Madère, son président, José LELLO, (Portugal) a affirmé : "L'OTAN a besoin d'un nouveau concept stratégique, en vue de son adoption à l'occasion de son sixantième anniversaire."

La session de Madère a réuni quelques 300 parlementaires venus des pays membres de l'OTAN, de délégations associées de pays d'Europe centrale et orientale, de l'Ukraine et de la Russie, de délégations associées de pays méditerranéens (Algérie, Israël et Jordanie) et d'observateurs. elle a aussi accueilli, pour la première fois des délégations de parlementaires afghans et pakistanais.

Comme cela était prévisible, l'Afghanistan et le Kosovo étaient les sujets majeurs de discussion.

Le président Lello a déclaré: «*L'Afghanistan conserve pour l'OTAN le priorité absolue. Notre engagement là bas représente pour le peuple afghan le seul véritable espoir; c'est aussi une mise à l'épreuve décisive de l'aptitude de l'OTAN à assumer son nouveau rôle* ».

Au cours de l'allocution qu'il a prononcé devant l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, le Secrétaire Général de l'OTAN, M. Jaap de Hoop Scheffer a clairement dit : « Le soutien de l'opinion publique est capital pour l'OTAN en Afghanistan » et a invité les parlementaires à aider l'Alliance à « gagner les cœurs et les esprits en Afghanistan, mais aussi dans nos pays ».

M. de Hoop Scheffer a déploré la récente vague d'attentats terroristes en Afghanistan et a souligné que dans sa réaction l'OTAN ferait « tout ce qui est du domaine du possible à pour éviter les pertes de civils innocents. »

Le Secrétaire général a rappelé que la « démarche globale » adoptée par l'Alliance en Afghanistan - qu'il a définie comme « la mission la plus difficile que nous avons jamais eu à mener » - ajoutant que « s'il n'y a pas de stabilité sans développement, l'inverse est vrai ». Une telle démarche exige toutefois un « nouveau degré de coordination », non seulement entre l'OTAN et les gouvernements nationaux mais aussi entre l'OTAN et d'autres organisations, comme l'Union européenne et les Nations Unies.

Outre le Kosovo, les principaux sujets débattus concernèrent le problème des missiles, des représentants du gouvernement américain étant venus préciser leur position, et les relations avec la Russie.

La délégation française, composée en majorité de sénateurs, compte tenu des élections législatives, était conduite par M. Branger, sénateur et M. Bouvard, député.



José Lello avec les membres de la délégation pakistanaise



José Lello avec les membres de la délégation de l'Afghanistan

DES "BALKANS OCCIDENTAUX" AUX CONFINS EUROPÉENS: LA DIALECTIQUE RUSSIE-UNION EUROPÉENNE

La géopolitique est faite de contrecoups directs et indirects entre des conflits spatialement distincts et parfois très éloignés les uns des autres. Aussi les désaccords entre la Russie et les Occidentaux sur le statut final du Kosovo et la querelle des antimissiles doivent-ils être analysés et compris selon différents ordres de grandeur, avec en toile de fond l'élargissement des instances euro-atlantiques (OTAN et Union européenne) aux confins de l'Europe.

Le sommet du G8 d'Heiligendamm, les 6-8 juin derniers, n'a finalement pu ouvrir la voie à l'indépendance de jure de la province serbe du Kosovo. Vladimir Poutine s'oppose à une telle perspective et les hypothèses relatives à l'élargissement de l'Union européenne aux « Balkans occidentaux » (ex-Yougoslavie et Albanie) ne jouent guère en ce sens. La probable implantation de systèmes antimissiles américains en Pologne et en Tchéquie suscite quant à elle l'ire des dirigeants russes. Il est à craindre que la proposition formulée par Vladimir Poutine d'insérer la station radar de Gabala (Azerbaïdjan) dans ce dispositif relève de manœuvres dilatoires. La détérioration des relations entre Russes et Occidentaux et le défaut de confiance de part et d'autre rendent difficile l'instauration d'un véritable partenariat stratégique.

Géographiquement limités à des portions précises de l'espace européen, ces enjeux de sécurité s'inscrivent dans des problématiques continentales. Confrontés à la poussée géostratégique de la galaxie Etats-Unis-OTAN-Union européenne dans l'hinterland euro-asiatique, les dirigeants russes prétendent maintenir une zone d'influence dans ce qu'ils considèrent être leur « étranger proche ». Il serait illusoire de réduire ces tensions à leur dimension russo-américaine. L'Union européenne et ses Etats membres - qui pour le plus grand nombre d'entre eux organisent leur sécurité dans le cadre de l'OTAN - sont parties prenantes. Vus depuis Moscou, l'élargissement de l'Union européenne et la « politique de voisinage » menée à l'égard de ses confins orientaux (Moldavie, Ukraine, Caucase-Sud) sont perçus comme des menaces à l'encontre des intérêts de puissance de la Russie. Exit la définition de l'Union européenne en termes de « soft power » et de « soft policy ». Le possible veto russe quant à une future résolution des Nations unies relative au Kosovo et l'instrumentalisation qui en est faite à Moscou appellent l'attention sur les « conflits gelés » aux confins de l'Union européenne. En Moldavie, les dirigeants russes apportent leur soutien politique et militaire à la république russophone de Transnistrie.

En Géorgie, ils appuient la sécession de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. Il ne s'agit pas tant de maintenir la paix et de contribuer ainsi à un règlement négocié de ces conflits

que de perpétuer le statu quo pour contrarier l'attraction qu'exercent les instances euro-atlantiques sur les territoires autrefois soviétiques.

L'Union européenne ainsi que l'OTAN sont perçues comme des systèmes antagonistes et la pérennisation de ces « Etats de facto » - Transnistrie, Abkhazie et Ossétie du Sud - signifie l'imposition d'une forme de souveraineté limitée à la Moldavie et à la Géorgie. L'idéologie communiste s'est effondrée mais le soviétisme imprègne encore les pratiques et les mentalités.

Pour l'Union européenne et ses Etats membres, la promotion d'un arc de stabilité et de bonne gouvernance sur leurs confins orientaux et le libre accès au bassin de la Caspienne sont des enjeux de sécurité de première importance. On ne saurait insister suffisamment sur le fait que la mer Noire et le Caucase forment les « nouvelles frontières » de l'Europe. Il eût donc convenu d'être plus attentif à l'initiative américaine sur la Moldavie, le 5 juin dernier, en vue de la Conférence sur le Traité FCE (Forces conventionnelles en Europe), organisée à Vienne, au siège de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), du 11 au 15 juin suivant.

La proposition américaine était de substituer à la présence militaire russe, en la république moldave de Transnistrie, une opération multinationale de maintien de la paix. La mise en œuvre d'un scénario de ce type concernerait l'Union européenne au premier chef.

Adossée au pilier américain et à l'OTAN, celle-ci pourrait conduire une telle opération et une substantielle participation russe témoignerait d'une volonté partagée de régler les conflits du « voisinage commun » aux deux ensembles.

La Conférence sur le Traité CFE n'a finalement pu déboucher sur un accord entre Russes et Occidentaux. Pourtant, l'« idée de manœuvre » demeure : l'Union européenne doit s'appuyer sur son « grand arrière » océanique pour assumer des responsabilités militaires sur ses marches et ses frontières. Enfin, ce type de coopération UE-OTAN-Russie pourrait contribuer à faire émerger de nouveaux équilibres coopératifs entre Bruxelles, Washington et Moscou. Encore faudrait-il raisonner en termes de territoires, de relations de pouvoirs et de représentations géopolitiques. ■

*Jean-Sylvestre MONGRENIER
Chercheur à l'Institut Français
de Géopolitique (Paris VIII)
Chercheur associé à l'Institut Thomas More*



*Claude-Gérard
MARCUS
Président de l'AFCA*

RENDEZ-VOUS
SUR LE BLOG
DE CLAUDE-GÉRARD MARCUS ...
<http://cgmarcus.over-blog.net>

ÉDITORIAL

Après les élections

Si l'on excepte le torrent de boue que certains ont essayé de déverser sur Nicolas Sarkozy (et sans effet sur les électeurs) en l'accusant d'être l'homme des Américains, la politique étrangère n'a pas pris une grande place dans l'élection présidentielle et encore moins dans les élections législatives et n'a guère constitué un élément d'affrontement entre majorité et opposition. Chaque camp avait d'ailleurs ses propres divisions internes (notamment sur l'Europe).

Le Président a clairement affirmé sa position. Les Américains sont nos alliés et nos amis mais cela ne signifie nullement de notre part une subordination ni que nous devons être d'accord sur tous les problèmes avec eux.

L'ouverture politique, voulue par le Président en direction de la gauche, s'est traduite par l'attribution de postes de responsabilités en majorité liés à la politique étrangère, avec probablement une prise en compte plus forte de l'aspect humanitaire, ce que l'absence de conflit droite - gauche dans ces domaines a certainement facilité.

Même si personne n'a prononcé le mot « domaine réservé », il paraît évident que la politique étrangère sera avant tout impulsée par le Président lui-même. On l'a constaté dans l'opération menée avec succès pour mettre à l'ordre du jour du sommet européen des 27, et faire adopter l'idée française d'un traité simplifié, pour sortir l'Europe de la paralysie et en même temps réconcilier les partisans du Oui et ceux du Non au dernier référendum sur l'Europe. ■

DELEGATION DE BOURGOGNE

Bravo à notre déléguée de Dijon, Madame Madeleine Lheureux qui mène avec succès une intense campagne de recrutement pour l'AFCA.

Elle envisageait de réunir quelques un de ces adhérents autour d'une table le 5 juillet en présence de Claude -Gérard Marcus, Président de l'AFCA.

AIDEZ-NOUS !

en adressant un
chèque de soutien
à l'AFCA

Mairie du XVI^e
71 avenue Henri
Martin
75116 PARIS

Adhésion
à partir
de 30€

L'AFCA à l'OTAN et à Shape

Les 4 et 5 juin une délégation de 20 membres de l'AFCA, savamment « diversifiée » dans sa composition a été reçue à l'OTAN puis à Shape dans des conditions conformes à la tradition bien établie en faveur de l'AFCA.

Mme Hélène Duchêne, ministre plénipotentiaire représentant permanent adjoint dans la délégation française au Conseil permanent, de l'OTAN, le général Maurice Lony, représentant militaire Français, ont exposé d'une manière totalement ouverte l'analyse française et le fonctionnement actuels de la représentation politique et militaire à l'OTAN et nous ont informé de la position française sur les grands thèmes de réflexion et de discussion, ainsi que sur les différents théâtres d'opérations, potentiels ou actuellement actifs.

M. Gael Moullec, de la Division Affaires Politiques a traité en profondeur et avec subtilité du problème constamment évolutif des relations entre l'OTAN, la Russie et l'Ukraine. M. Eric Sandhal, analyste militaire percutant que nous connaissons bien, a exposé pourquoi et comment l'OTAN était maintenant engagée dans une série d'opérations très différentes les unes des autres par les buts et les moyens d'action (à commencer par l'Afghanistan). Ces opérations sont d'une grande portée dans le domaine de la sécurité globale et désormais bien loin des restrictions de pensée et des timidités du temps révolu du « hors zone ».

Le Dr Patrick Hardouin, Secrétaire Général Adjoint délégué, a dressé avec talent un tableau exhaustif de l'environnement géopolitique et militaire, et au delà de ces catégories, de la réalité humaine et spirituelle qui fondent, dans leur complexité naturelle, l'avenir même de l'OTAN.

Une matinée complète à Shape a apporté des précisions et des illustrations sur l'évolution des structures et des méthodes de Shape en ces temps de « transformation » de l'OTAN, la quelle, on le sait, est menée de loin - et de très près - par un Etat Major situé à Norfolk, voué exclusivement à l'adaptation aux réalités géostratégiques mouvantes, à l'anticipation et la préparation des esprits, des systèmes et des méthodes, qu'il s'agisse de doctrines militaires, de stratégie pi de politiques d'armement.

Quelques Officiers de l'Etat Major international nous ont informé, dans les limites de l'exercice, et ont répondu de bonne grâce à nos questions. Nous avons regretté qu'il n'ait pas été possible de rencontrer de représentant (s) de la Délégation militaire française auprès de SHAPE.

A l'OTAN, François Moreau de Balasy a exprimé, au nom de l'AFCA, la part que ceux d'entre nous qui l'ont connu, ont pris au deuil des amis de Jean Marie Cadiou, le très savant Secrétaire Général Adjoint français de l'OTAN pour les affaires scientifiques, récemment disparu. ■

L'AFCA AUJOURD'HUI

La France est membre de l'Alliance atlantique depuis sa création en 1949 et lorsque le Général de Gaulle décida, en 1966, de retirer la France du commandement militaire intégré de l'Otan, pour préserver sa liberté de décision, elle continua à participer pleinement à cette Alliance ainsi qu'à ses organismes et notamment au Conseil Atlantique.

Sur le Plan militaire, dès le retrait de l'organisation militaire intégrée, une coopération a été organisée entre l'armée française et les forces alliées. Depuis 1991, cette coopération a été renforcée.

L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (NATO en anglais), dont le siège est à Bruxelles, est l'expression administrative, politique et militaire de l'Alliance. Elle est sous le contrôle du Conseil Atlantique qui regroupe les Chefs d'Etats et de gouvernements de l'Alliance - ou leurs représentants.

L'OTAN est assistée de deux organisations - indépendantes - chargées d'exprimer les aspirations des peuples de l'Alliance: l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (anciennement Assemblée de l'Atlantique Nord) qui regroupe les délégations des Parlements des pays membres de l'Alliance. Ces délégations sont complétées par celles des pays désireux d'entrer dans l'Alliance et l'Association du Traité Atlantique qui regroupe des associations défendant les idéaux de l'Alliance dans ces mêmes pays.

L'Association Française pour la Communauté Atlantique (AFCA) est le rameau français de l'Association du Traité Atlantique.

Sa mission première est de faire connaître aux Français les buts et l'action de l'Alliance et d'informer les organismes de l'Alliance sur les aspirations et les opinions des Français.

L'Alliance atlantique a connu d'importantes mutations. De 1949 à 1989, les choses étaient claires. L'Alliance atlantique était une alliance défensive contre la menace de l'impérialisme de l'Union soviétique et de ses alliés du Pacte de Varsovie. Elle était constituée autour des valeurs de la démocratie et de la liberté même s'il elle devait parfois ne pas être trop regardante, dans le cadre du conflit Est-Ouest, sur les pratiques de certains de ses alliés.

L'effondrement de l'URSS et du bloc communiste a amené les dirigeants de l'Alliance à s'interroger sur l'utilité de maintenir l'Alliance. Quarante années de vie commune avaient créé des liens et il devenait clair qu'au delà des simples aspects militaires, l'Alliance atlantique regroupait des pays qui avaient en commun l'attachement à la démocratie, à la liberté, à l'économie de marché. L'existence d'une véritable communauté civilisationnelle reliait les Etats-Unis et le Canada à leurs partenaires européens.

D'autre part, les pays de l'Est, libérés du joug communiste, souhaitaient pour la plupart entrer dans l'Alliance atlantique qui leur garantissait la sécurité.

Dans ces conditions l'Alliance a décidé de continuer tout en sachant qu'elle allait être confrontée à des menaces qui étaient fort différentes de celles auxquelles elle était habituée.

En dix ans a été élaborée une nouvelle stratégie commune, exprimée par le sommet de Washington qui, lors du 50^e anniversaire de l'Alliance en 1999, a redéfini le rôle de l'OTAN pour le 21^e siècle. Un nouveau concept stratégique fut adopté pour faire face aux nouveaux défis.

Les attentats du 11 septembre ont changé la donne. L'OTAN devait affronter une nouvelle réalité à laquelle elle ne s'était pas préparée. Nous sommes confrontés à un nouveau faisceau de risques et à de nouvelles sources d'instabilité qui ne correspondent guère à ceux de la seconde moitié du XX^e siècle. Les nouvelles menaces s'appellent terrorisme et armes de destruction massive, maniés non par des Etats mais par organisations terroristes transnationales. Nous devons nous préparer à résister à des armes chimiques, biologiques ou nucléaires aussi bien que psychologiques telles que la désinformation et la manipulation.

On ne peut qu'admirer la prescience des fondateurs de l'Association Française pour la Communauté Atlantique en 1954 qui ont fait référence à la notion de Communauté atlantique (qui n'était pas dans l'air du temps). Celle-ci est aujourd'hui une réalité de civilisation au-delà de différences naturelles dues à l'histoire et à la géographie.

L'AFCA a, aujourd'hui, une mission claire: informer le public français sur les menaces existantes. Notre association doit faire savoir également à nos amis de l'OTAN que même si les Français sont parfois des alliés difficiles, soucieux de l'indépendance de leur pays, attachés à la construction d'une Europe dont les intérêts ne coïncident pas toujours avec ceux des Etats-Unis, ils sont de véritables alliés.

L'AFCA DOIT ÊTRE UN PONT SUR L'ATLANTIQUE.

Sans être inféodés aux Etats-Unis, nous n'oublions pas le rôle de ceux-ci dans les deux guerres mondiales et nous savons que sans eux l'Europe aurait été submergée par la vague de l'impérialisme stalinien après la dernière guerre. Nous devons le réaffirmer à un moment où déferle sur notre pays une vague d'anti-américanisme gauchiste.

Nous savons que les intérêts nationaux peuvent ne pas concorder mais au-delà de ceux-ci demeure l'unité d'une civilisation commune et la conscience d'une longue fraternité d'armes forgées au feu de l'Histoire. ■

C.G.M.

A . T . A . (Association du Traité Atlantique)

Le 8 mai les délégations des associations nationales membre de l'A.T.A. se rencontraient à Bruxelles, sous la présidence de l'Ambassadeur Robert Hunter, pour la traditionnelle réunion de printemps du Conseil de l'ATA qui permet aux responsables de l'A . T . A . de discuter de leurs affaires internes, de leur fonctionnement et de leurs perspectives.

Un effort avait été fait pour accroître la participation des jeunes du Y.A.T.A.

Le lendemain, 9 mai était consacré à la situation de l'OTAN, de ses engagements et de ses développements futurs. Comme toujours les exposés furent brillants et intéressants, mais beaucoup regrettaient que le Secrétaire général de l'OTAN n'ait pu être présent à cette journée et certains se demandaient s'il ne s'agissait pas d'une marque de désintérêt à l'égard de l'ATA.

Les présidents de BALASY et MARCUS représentaient l'AFCA à cette réunion du Conseil de l'ATA. ■